



Comité de défense
des hôpitaux de proximité des Ardennes
affilié à la Coordination Nationale des Comités de défense
des hôpitaux et maternités de proximité

Déclaration préalable au Conseil de Surveillance du Centre Hospitalier de Charleville-Mézières du
26 juin 2018

Mesdames et Messieurs membres du Conseil de Surveillance,

Vous êtes aujourd'hui réunis pour porter un avis sur le plan « de performance » échafaudé par l'Agence Régionale de Santé et qui concerne les établissements du Groupement Hospitalier de Territoire, y compris le GCS.

Le Comité de défense des hôpitaux de proximité des Ardennes a bien pris connaissance du plan définitif et participé aux deux réunions d'information accordées par le Directeur Général de l'ARS.

Le constat que nous faisons du fonctionnement actuel des hôpitaux de notre Groupement est à l'image de nombreux établissements de notre pays : de nombreux dysfonctionnements dans l'ensemble des services, des personnels en sous-effectif et en souffrance, des usagers qui sont appelés à des déplacements de plus en plus fréquents, qui ont à leur charge de plus en plus de frais de santé et sont renvoyés trop rapidement à leur domicile, parfois du jour au lendemain en plein désarroi car mal préparés à ce retour...

Durant ces 6 mois, nous avons, en collaboration étroite avec l'intersyndicale et ses représentants des personnels, largement informé les usagers, les élus et les soignants de la progression des discussions qui ont permis quelques avancées positives, toutefois insuffisantes.

Ce qui a guidé nos réflexions tout au long de cette période a reposé sur cette question centrale: **le plan de « performance » proposé répond-il au malaise actuel décrit ci-dessus**, reconnu par tous, et illustré par de nombreux témoignages, reportages ou articles de presse qui en ont fait écho à juste titre ?

Quelles sont nos remarques ?

- **tout d'abord sur la philosophie du plan proposé :**
 - un plan principalement guidé par une volonté d'économies qui ressort fortement comme élément majeur tout au long du document,
 - un plan élaboré avec quelques médecins de la CME du futur établissement support sans associer les autres dont l'avis n'a pas été pris en compte, et qui n'ont eu comme choix que de s'exprimer dans la presse à plusieurs reprises, sans avoir été entendus,
 - un plan qui tend à centraliser la plupart des activités sur cet établissement support.
- **ensuite , sur les conséquences concrètes des restructurations proposées pour les usagers mais aussi pour les personnels.**
- **pour les usagers :**
 - un recul évident de la proximité** sans certitudes à l'heure actuelle **quant à la prise en charge financière des transports et sa pérennité dans le temps** (on se souvient trop des regroupements des collèges ardennais et au final de la participation forcée des familles aujourd'hui aux coûts de transports pour un service public obligatoire !). De plus, beaucoup s'interrogent sur la pertinence de la suppression de services, notamment la chirurgie nécessitant plusieurs jours d'hospitalisation, mais pour des pathologies pas excessivement graves...

un danger évident, de l'avis des médecins spécialistes et des soignants quant à l'éloignement important en distance et en temps pour certaines pathologies, cardiaques notamment, et pour les patients les plus éloignés de Centre Hospitalier de Charleville-Mézières.

- pour les médecins :

un doute persistant sur les capacités de prise en charge des malades du secteur d'hospitalisation sédanais dans l'hôpital support, à cause du manque actuel de médecins, des départs en retraite prévus et des difficultés récurrentes de recrutement ;

le constat que les postes vacants ne sont pas forcément publiés par le Centre National de Gestion : postes de radiologues en manque depuis de longs mois, non proposés ; l'ARS nous répond que c'est par précaution pour ne pas décourager les médecins à employer par une trop grande liste de postes à pourvoir...

- pour les personnels :

une lourde note à payer puisque la masse salariale dans les deux établissements principaux est prévue à la baisse (autour de 1 % pour chacun des établissements),

une grande inquiétude sur leurs reclassements éventuels dans d'autres secteurs que ceux pour lesquels ils ont été formés, ou sur l'éloignement obligé,

les mauvaises réponses trouvées à leur souffrance quotidienne :

- **chasse à l'absentéisme** alors même que celui-ci est souvent dû à la dégradation des conditions de travail et l'épuisement des personnels, voire « aux burn outs » de plus en plus fréquents,

- **suppression de pauses ou de repas** qui sont déjà de fait bien réduites par le nombre de malades à prendre en charge, sans solutions humaines appropriées,

- **travail en 12h pour certains services**, au détriment de la santé au travail des personnels concernés et de la qualité des soins,

- **des suppressions de postes de fait à l'hôpital support** car les services transférés de Sedan ne conserveront pas tous les postes existants alors même que leur nombre est déjà insuffisant actuellement. Des suppressions de postes également au GCS (ex polyclinique).

- **4 lits supplémentaires de Soins de Suite et de Réadaptation à Nouzonville à personnel constant !**

- **une externalisation des services de nettoyage et une délégation de service public pour la crèche.**

Pour l'entretien ménager : que vont devenir les agents contractuels ? Quelle sera la qualité de la prestation privée ?

Pour la crèche : la délégation à qui ? À quelles conditions ? Comment ?

Rien de vraiment positif donc dans ce plan qui repose essentiellement sur une hypothèse très aléatoire : des recrutements de médecins non assurés.

Une baisse du nombre de personnels soignants donc des conditions de travail qui vont s'aggraver, un éloignement indéniable des lieux de soins pour nombre d'usagers avec des frais supplémentaires, des mutuelles qui ne manqueront pas de devoir augmenter leurs tarifs avec la « valorisation » des chambres individuelles, un risque de déplacements des soins hors département vers le privé et notamment vers le site privé de Bézannes qui ne manquera pas de proposer ses services... Mais seulement pour les plus argentés qui pourront payer les frais supplémentaires et notamment les dépassements d'honoraires injustifiés.

La poursuite et l'aggravation d'une médecine à deux vitesses qui s'éloigne du service public reposant sur la Solidarité auquel les Français sont tant attachés et qui vont s'amplifier.

Pour toutes ces raisons, nous vous appelons solennellement à voter contre ce nouveau plan qui ne peut être qualifié que de plan d'économies forcées. Un plan d'économies de plus pour éponger un prétendu déficit qui n'est que le résultat de budgets successifs insuffisants alors même que la haute technicité, les progrès médicaux pourraient assurer la sécurité à l'ensemble de la population.